



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CENTRE-VAL DE LOIRE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°R24-2019-041

PUBLIÉ LE 8 FÉVRIER 2019

Sommaire

DIRECCTE Centre-Val de Loire

R24-2019-02-07-003 - Décision portant subdélégation de signature de Mme Nadia ROLSHAUSEN, directrice régionale adjointe, responsable du Pôle "politique du travail" de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Centre-Val de Loire, à M. Jean-Philippe PAYEN, directeur adjoint à l'unité départementale du Loiret de la DIRECCTE Centre-Val de Loire (7 pages)

Page 3

Ministère des solidarités et de la santé

R24-2019-01-24-007 - Arrêté complémentaire n° 1 du 07/02/2019 portant nomination des membres de l'Instance Régionale de Protection Sociale des Travailleurs Indépendants de la région Centre-Val-de-Loire (1 page)

Page 11

R24-2019-01-24-006 - ARRÊTÉ du 24/01/2019 portant nomination des membres de l'Instance Régionale de Protection Sociale des Travailleurs Indépendants de la région Centre-Val-de-Loire (3 pages)

Page 13

Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret

R24-2019-02-06-011 - Arrêté portant création du périmètre délimité des abords de la basilique Notre-Dame de Cléry et des terrains communaux l'entourant sur le territoire de la commune de Cléry-Saint-André (2 pages)

Page 17

DIRECCTE Centre-Val de Loire

R24-2019-02-07-003

Décision portant subdélégation de signature de Mme Nadia ROLSHAUSEN, directrice régionale adjointe, responsable du Pôle "politique du travail" de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Centre-Val de Loire, à M. Jean-Philippe PAYEN, directeur adjoint à l'unité départementale du Loiret de la DIRECCTE Centre-Val de Loire

**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DU CENTRE-VAL DE LOIRE**

DÉCISION

**portant subdélégation de signature de Mme Nadia ROLSHAUSEN,
directrice régionale adjointe, responsable du Pôle « politique du travail »
de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du
travail et de l'emploi du Centre-Val de Loire**

**La directrice régionale adjointe, responsable du Pôle « politique du travail » de la
direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation,
du travail et de l'emploi du Centre-Val de Loire,**

Vu le code du travail, notamment son article R. 8122-11 alinéas 1 et 2, du code du travail, dans sa version résultant du décret du 10 novembre 2009,

Vu le code rural,

Vu le décret 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté ministériel du 15 décembre 2016 nommant Mme Nadia ROLSHAUSEN, directrice régionale adjointe de la DIRECCTE Centre-Val de Loire et la chargeant responsable du pôle « politique du travail » de la DIRECCTE Centre-Val de Loire,

Vu la délégation de signature du 4 février 2019 du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Centre-Val de Loire par intérim, pour le département du Loiret,

DÉCIDE

Article 1 : en cas d'empêchement ou d'absence, subdélégation est donnée à M. Jean-Philippe PAYEN, directeur adjoint du travail à l'unité départementale du Loiret de la DIRECCTE Centre-Val de Loire, à l'effet de signer, au nom de la directrice régionale adjointe, responsable du pôle « politique du travail » de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Centre-Val de Loire, pour le département du Loiret, la décision mentionnée en annexe figurant à la rubrique A2.

Article 2 : la directrice régionale adjointe, responsable du pôle « politique du travail » de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Centre-Val de Loire, est chargée de l'exécution de la présente décision qui prend effet dès sa publication au recueil des actes administratifs.

Fait à Orléans, le 7 février 2019

La directrice régionale adjointe, responsable du pôle « politique du travail »
de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation,
du travail et de l'emploi,
signé : Nadia ROLSHAUSEN

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet du Loiret
Service de la Coordination Interministérielle, Mission Affaires Générales
181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX ;
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;
- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif : 28 rue de la Bretonnerie
45057 Orléans cedex 1

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : www.telerecours.fr

Dans les deux premiers cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

ANNEXE

	Dispositions légales	Décisions
A - RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE INDETERMINEE		
A1	Article L1233-53 et L1233-56 du code du travail	Intervention de l'autorité administrative concernant les entreprises non soumises à l'obligation d'établir un plan de sauvegarde de l'emploi
A2	Articles L1237-14 et R1237-3 du code du travail	Décisions d'homologation et de refus d'homologation des conventions de rupture du contrat de travail
B - CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE DETERMINEE		
B1	Article L.1242-6 du code du travail	Décision accordant ou refusant d'accorder une dérogation à l'interdiction de conclure un contrat de travail à durée déterminée pour effectuer certains travaux dangereux
B2	Article L1251-10 du code du travail	Décision accordant ou refusant d'accorder une dérogation à l'interdiction de recourir au travail temporaire pour effectuer certains travaux dangereux
C - GROUPEMENT D'EMPLOYEURS		
C1	Articles L1253-17 et D1253-7 à D1253-11 du code du travail	Décision d'opposition à l'exercice de l'activité d'un groupement d'employeurs
C2	Articles R1253-22 et R1253-27 du code du travail	Décision accordant, refusant d'accorder ou retirant l'agrément d'un groupement d'employeurs pour le remplacement de chefs d'exploitation agricole ou d'entreprises artisanales, industrielles ou commerciales ou de personnes physiques exerçant une profession libérale
C3	Article R1253-26 du code du travail	Demande au groupement d'employeur de choisir une autre convention collective
D - EXERCICE DU DROIT SYNDICAL		
D1	Article L2143-11 et R2143-6 du code du travail	Décision autorisant ou refusant la suppression du mandat de délégué syndical
D2	Articles L2142-1-2, L2143-11 et R2143-6	Décision autorisant ou refusant la suppression du mandat de représentant de section syndicale
E - MESURE DE L'AUDIENGE DE LA REPRESENTATIVITE SYNDICALE		
E1	Art. R2122-21 et R2122-23	Traitement des recours gracieux sur les listes électorales
F - EGALITE PROFESSIONNELLE Femmes/Hommes		
F1	Article L2242-9 du Code du travail	Appréciation à la demande de l'employeur de la conformité d'un accord ou d'un plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes

	Dispositions légales	Décisions
	G - COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE	
G1	Article L2313-5 du code du travail	Nombre et périmètre des établissements distincts du Comité Social et Economique
G2	Article ancien L2324-11 et R2314-6 du code du travail	Décision fixant la répartition du personnel dans les collèges électoraux et la répartition des sièges entre les différentes catégories de personnel
G3	Article L2314-13 du code du travail	Décision de répartition du personnel et des sièges entre les collèges électoraux
	H - CONSEIL SOCIAL ET ECONOMIQUE CENTRAL	
H1	Article L2316-8	Répartition des sièges entre les différents établissements et collèges électoraux
	I - COMITE DE GROUPE	
I1	Article L2333-4 du code du travail	Décision répartissant les sièges au comité du groupe entre les élus du ou des collèges électoraux
I2	Article L2333-6 du code du travail	Désignation du remplaçant d'un représentant du personnel ayant cessé ses fonctions
	J - COMITE D'ENTREPRISE EUROPEEN	
J1	Article L2345-1 du code du travail	Décision accordant ou refusant l'autorisation de suppression du comité d'entreprise européen
	K - COMITES SOCIAL ET ECONOMIQUE AU NIVEAU DE L'UNITE ECONOMIQUE ET SOCIALE	
K1	Article L2213-8 du code du travail	Nombre et périmètre des établissements distincts du Comité Social et Economique au niveau de l'unité économique et sociale
	L - DUREE DU TRAVAIL	
L1	Articles R713-11 et R713-12 du code rural et de la pêche maritime Article L3121-21 du code du travail	Dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue pour un type d'activité au niveau départemental
L2	Article R713-11 à R713-13 du code rural et de la pêche maritime Articles L713-13 du code rural et de la pêche maritime et L3121-21 du code du travail	Dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue pour les entreprises qui ont une activité de production agricole
L3	Articles L3121-21, L3121-22, R3121-8 à R3121-11 du code du travail	Décision autorisant ou refusant la dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue et moyenne du travail

	Dispositions légales	Décisions
L4	Article R713-13 du code rural et de la pêche maritime Articles L3121-24 du code du travail et L713-13 du code rural et de la pêche maritime	Dérogation à la durée maximale hebdomadaire moyenne.
L5	Article R3121-32 du code du travail	Décision de suspension pour des établissements spécialement déterminés, de la faculté de récupération des heures perdues suite à une interruption collective du travail, en cas de chômage extraordinaire et prolongé dans une profession
L6	Article R713-44 du code rural et de la pêche maritime	Recours hiérarchique contre la décision de l'inspecteur du travail en matière d'enregistrement des horaires de travail prévue par l'article R713-43 du code rural et de la pêche maritime
L7	Article R714-7 du code rural et de la pêche maritime	Recours hiérarchique contre la décision de l'inspecteur du travail concernant la demande de dérogation au repos hebdomadaire prise en application de l'article L714-1 du code rural et de la pêche maritime
M- SANTEE ET SECURITE AU TRAVAIL		
M1	Article R4152-17 du code du travail	Décisions d'autorisation ou de refus de dépasser provisoirement le nombre maximal d'enfants pouvant être accueillis dans un même local
M2	Articles L4154-1, D4154-3 à D4154-6 du code du travail	Dérogation concernant les salariés en CDD et intérimaires
M3	Article R4216-32 du code du travail	Décision accordant ou refusant d'accorder la dispense à l'aménagement des lieux de travail
M4	Article L4221-1 du code du travail Article 3 arrêté du 23 juillet 1947 modifié	Décision accordant ou refusant une dispense à l'obligation de mettre à disposition du personnel des douches journalières lorsque les travaux visés s'effectuent en appareil clos
M5	Article R4227-55 du code du travail	Dispense d'une partie de l'application des règles relatives aux risques d'incendies et d'explosions et à l'évacuation accordée à l'employeur pour l'utilisation des lieux de travail
M6	Article R4453-31	Autorisation ou refus d'autoriser le dépassement des valeurs limites d'exposition aux champs électromagnétiques pour l'utilisation IRM à des fins médicales
M7	Art. R4462-30 du code du travail Décret n°2013-973 du 29/10/2013	Approbation et décision des études de sécurité
M8	Article R4462-36 du code du travail	Décision accordant ou refusant d'accorder une dérogation aux articles R4462-10, R4462-13, R4462-17 à 21, R4462-32 du code du travail
M9	Article R4462-36 du code du travail	Décision accordant ou refusant d'accorder une dérogation en cas d'incompatibilité entre les dispositions du code du travail et les exigences fixées par d'autres réglementations en vue de la mise en œuvre d'impératifs de sécurité et que l'on peut obtenir un niveau de sécurité des travailleurs le plus élevé possible par l'application de mesures compensatoires

	Dispositions légales	Décisions
M10	Articles R4533-6 et 4533-7 du code du travail	Décision accordant ou refusant d'accorder les dérogations aux dispositions des articles R. 4533-2 à R. 4533-4
M11	Décret n°2005-1325 du 26/10/2005 - Article 8	Approbation de l'étude de sécurité, décision de faire effectuer des essais ou travaux complémentaires par le maître d'ouvrage
N - CONTRÔLE		
N1	Articles L4721-1 et R4721-1 du code du travail	Mise en demeure
O - INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS INVOLONTAIREMENT PRIVES D'EMPLOI		
O1	Article R5422-3 du code du travail	Détermination du salaire de référence pour les travailleurs migrants
O2	Article R5424-7 du code du travail	Décision déterminant les périodes d'arrêts saisonniers de travail par suite d'intempéries pour les entreprises du BTP
P - CONTRAT D'APPRENTISSAGE		
P1	Articles L6225-4 du code du travail	Décision sur la suspension de l'exécution du contrat d'apprentissage et l'interdiction de recrutement
P2	Article L6225-5 du code du travail	Décision d'autorisation ou non de reprise de l'exécution du contrat d'apprentissage
P3	Article L6225-6 du code du travail	Interdiction de recrutement de nouveaux apprentis
P4	Art. L6222-38 du code du travail Art. R6222-55 à R6222-58 du code du travail Arrêté du 15/03/1978	Prime pour l'embauche d'un jeune handicapé en contrat d'apprentissage
Q - INSPECTION DU TRAVAIL		
Q1	Article R8114-3 du code du travail	Proposition de transaction pénale
Q2	Articles L8115-1, L8115-2 et L8115-5 al.1 et R8115-2 du code du travail	Procédure du contradictoire pour les amendes en cas de manquement aux durées maximales de travail, au repos, au décompte de la durée du travail, au salaire minimum, à l'hygiène, la restauration et à l'hébergement
Q3	Articles L4751-1 et L8115-5 du code du travail	Procédure du contradictoire pour les amendes en cas de non respect de décision d'arrêt de travaux, d'activité, de mise en demeure, de demande de vérification, de décision de retrait de jeunes ou travaux interdits ou réglementés pour les jeunes
R - CONTRIBUTION SPECIALE POUR EMPLOI D'ETRANGERS NON AUTORISES A TRAVAILLER		
R1	Articles D8254-7 et D8254-11	Engagement de la procédure préalable à la décision de l'OFII et avis sur la possibilité de faire application de la règle de solidarité financière du donneur d'ordre

	Dispositions légales	Décisions
	S - LE TITRE PROFESSIONNEL	
S1	Articles R338-1 à 8 du code de l'éducation	Délivrance des titres professionnels du ministère chargé de l'emploi et désignation des membres du jury. Organisation des sessions de jury.
S2	Articles R335-6, R335-7 et R335-10 du code de l'éducation Décret du 4/07/2017 (effet au 1/10/2017)	Recevabilité demande de VAE
	T - RECOURS GRACIEUX SUR LES LISTES ELECTORALES RELATIVES AU SCRUTIN CONCERNANT LES ENTREPRISES DE MOINS DE ONZE SALARIES	
T1	Articles R2122-21 et R2122-23 du code du travail	Décision prise sur recours gracieux en matière d'inscription sur les listes électorales pour le scrutin de mesure de l'audience des organisations syndicales dans les entreprises de moins de 11 salariés

Ministère des solidarités et de la santé

R24-2019-01-24-007

Arrêté complémentaire n° 1 du 07/02/2019
portant nomination des membres de l'Instance Régionale
de Protection Sociale des Travailleurs Indépendants de la
région Centre-Val-de-Loire

**MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS
ET DE LA SANTÉ**

Arrêté complémentaire n° 1 du 07/02/2019
portant nomination des membres de l'Instance Régionale de Protection Sociale des
Travailleurs Indépendants de la région Centre-Val-de-Loire

La ministre des solidarités et de la santé,

Vu le code de la sécurité sociale et notamment son article L. 612-4 ;

Vu l'article 15 de la loi n°2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité
sociale pour 2018 ;

Vu le décret n° 2018-1215 du 24 décembre 2018 relatif à la liste des organisations procédant
aux premières désignations au sein du conseil de la protection sociale des travailleurs
indépendants,

Vu la désignation formulée par le Mouvement des entreprises de France (Medef) en date du
24 janvier 2019 :

ARRÊTE

Article 1er : L'arrêté ministériel du 24 janvier 2019 est complété comme suit :

1° En tant que représentants des travailleurs indépendants

Sur désignation du Mouvement des entreprises de France (Medef) :

Titulaire : Mme Virginie AVINAIN

Le reste sans changement.

Article 2 : Le chef de l'antenne de Paris de la Mission Nationale de Contrôle et d'audit des
organismes de sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au
Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la région Centre-Val-de-Loire.

Fait à Paris, le 07/02/2019
La ministre des solidarités et de la santé,
Pour la ministre et par délégation :
Le chef d'antenne de Paris de la Mission
Nationale de Contrôle et d'audit des
organismes de sécurité sociale
Signé :Dominique MARECALLE

Ministère des solidarités et de la santé

R24-2019-01-24-006

ARRÊTÉ du 24/01/2019

portant nomination des membres de l'Instance Régionale
de Protection Sociale des Travailleurs Indépendants de la
région Centre-Val-de-Loire

**MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS
ET DE LA SANTÉ**

ARRÊTÉ du 24/01/2019
portant nomination des membres de l'Instance Régionale de Protection Sociale des
Travailleurs Indépendants de la région Centre-Val-de-Loire

La ministre des solidarités et de la santé,

Vu le code de la sécurité sociale et notamment son article L. 612-4 ;

Vu l'article 15 de la loi n°2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 ;

Vu le décret n° 2018-1215 du 24 décembre 2018 relatif à la liste des organisations procédant aux premières désignations au sein du conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants,

ARRÊTE :

Article 1er : Sont nommés membres de l'instance régionale de la protection sociale des travailleurs indépendants de la Région Centre-Val-de-Loire :

1° En tant que représentants des travailleurs indépendants

Sur désignation de l'Union des entreprises de proximité (U2P) :

Titulaires :

Mme Elisabeth LEMAURE
M. Richard COLLINET
M. Thierry HENAULT
M. Sylvain ROULIN
M. Alain HUGO
M. Pierre BOUFFART
M. Alain JARDAT

Suppléants :

Mme Odile BORDIER
Mme Carole HONORÉ
M. Thierry VILLARD
M.
M.
M.
M.

Sur désignation de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) :

Titulaires :

Mme Sylvie BERTRAND
M. Daniel COUILLAUD

M. Fabrice FERRAND
M. Fabrice GORECKI
Mme Carine ROY
M. Patrick AUDOU CET

Suppléants :
Mme Marie-Josée CARATY
Mme Pauline FOUQUET
M. William VASSOR
M. Hérizo GEORGES
M. Matthieu MEUNIER
M.

Sur désignation de la Chambre nationale des professions libérales (CNPL) :

Titulaire :
Mme Marie HOYAU

Suppléant :
Mme Marie-Josée SCHUMACHER

Sur désignation du Mouvement des entreprises de France (Medef) :

Titulaire :
M.

Suppléant :
M. Philippe LE ROY

2° En tant que représentants des travailleurs indépendants retraités

Sur désignation de l'Union des entreprises de proximité (U2P) :

Titulaires :
M. Philippe BRANDELON
M. Charles CAILLAUD
M. Michel DURAND

Suppléants :
M. Gérard PAVIE
Mme Claudine MATHÉ
M. Gérald PAQUET

Sur désignation de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) :

Titulaires :
M. Etienne RICHARD
M. Philippe HUGUET

Suppléants :

M. Luc NIVAULT

M. Daniel VIDY

Sur désignation de la Chambre nationale des professions libérales (CNPL) :

Titulaire :

M. Henri LEPAGE

Suppléant :

Mme Maud VAN BELLINGHEN

Sur désignation du Mouvement des entreprises de France (Medef) :

Titulaire :

M. Marc DUFOND

Suppléant :

M. Bernard HOUOT

Article 2 : Le chef de l'antenne de Paris de la Mission Nationale de Contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la région Centre-Val-de-Loire.

Fait à Paris, le 24/01/2019

La ministre des solidarités et de la santé,

Pour la ministre et par délégation :

Le chef d'antenne de Paris de la Mission
Nationale de Contrôle et d'audit des
organismes de sécurité sociale

Signé : Dominique MARECALLE

Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret

R24-2019-02-06-011

Arrêté portant création du périmètre délimité des abords
de la basilique Notre-Dame de Cléry et des terrains
communaux l'entourant
sur le territoire de la commune de Cléry-Saint-André

ARRETE

**portant création du périmètre délimité des abords
de la basilique Notre-Dame de Cléry et des terrains communaux l'entourant
sur le territoire de la commune de Cléry-Saint-André**

Le Préfet de la Région Centre-Val de Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code du patrimoine, notamment ses articles L.62130 à L.621-32 et R.621-92 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.153-60 et R.132-2 ;

Vu le code de l'environnement notamment ses articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants ;

Vu la liste de 1840 classant au titre des monuments historiques la basilique Notre-Dame de Cléry ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 octobre 1935 classant monuments historiques les terrains entourant la basilique ;

Vu la délibération de la commune de Cléry-Saint-André du 10 décembre 2011 approuvant le plan local d'urbanisme ;

Vu la délibération du conseil municipal de Cléry-Saint-André du 30 novembre 2015 prescrivant notamment la révision du plan local d'urbanisme, la création d'un périmètre délimité des abords ;

Vu le projet de périmètre délimité des abords (PDA) de la basilique de Cléry-Saint-André et des terrains communaux l'entourant réalisé sur proposition de l'architecte des Bâtiments de France ;

Vu la délibération du conseil municipal de Cléry-Saint-André du 14 mai 2018 donnant un avis favorable au projet de PDA proposé par l'architecte des Bâtiments de France ;

Vu l'arrêté municipal du maire de Cléry-Saint-André du 25 août 2018 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 19 septembre au 20 octobre 2018 portant sur le projet de révision du plan local d'urbanisme et de création du PDA de la basilique de Cléry-Saint-André et des terrains communaux l'entourant ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 19 novembre 2018 donnant un avis favorable au projet de PDA de la basilique de Cléry-Saint-André et des terrains communaux l'entourant ;

Vu la délibération du conseil municipal de Cléry-Saint-André du 17 décembre 2018 portant accord sur le projet de PDA ;

Vu la délibération du conseil municipal de Cléry-Saint-André du 17 décembre 2018 approuvant le plan local d'urbanisme ;

Considérant que l'accord de la commune de Cléry-Saint-André sur le projet de PDA de la basilique Notre-Dame de Cléry et des terrains communaux l'entourant vaut consultation du propriétaire ou de l'affectataire domanial du monument historique tel que prévu à l'article L.621-31 du code du patrimoine ;

Considérant que la création du périmètre délimité des abords permet de désigner les immeubles ou ensembles d'immeubles qui forment avec la basilique Notre-Dame de Cléry et les terrains communaux l'entourant, un ensemble cohérent ou qui sont susceptibles de contribuer à leur conservation ou à leur mise en valeur ;

Sur proposition de la secrétaire générale pour les affaires régionales de Centre-Val de Loire ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Le périmètre délimité des abords de la basilique Notre-Dame à Cléry-Saint-André et des terrains communaux l'entourant, classés au titre des monuments historiques, est créé selon le plan annexé. Le tracé plein y figurant devient le périmètre des abords de ces monuments historiques.

Article 2 : Le présent arrêté sera affiché pendant une durée d'un mois à la mairie de Cléry-Saint-André.

Il fera l'objet d'une mention de cet affichage dans un journal diffusé dans le département.

Il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Centre-Val de Loire.

Article 3 : L'arrêté de création du PDA de la basilique Notre-Dame de Cléry et des terrains communaux l'entourant doit pouvoir être consulté par le public à la mairie de Cléry-Saint-André ainsi qu'à la Direction régionale des affaires culturelles du Centre-Val de Loire.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à la commune de Cléry-Saint-André.

Article 5 : Le périmètre délimité des abords de basilique Notre-Dame de Cléry et des terrains l'entourant constituent une servitude d'utilité publique qui sera annexée au plan local d'urbanisme de Cléry-Saint-André.

Article 6 : La secrétaire générale pour les affaires régionales du Centre-Val de Loire, le maire de Cléry-Saint-André, le directeur régional des affaires culturelles du Centre-Val de Loire, le chef de l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Loiret sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à la Direction départementale des territoires du Loiret.

Fait à ORLEANS, le 06 février 2019
Le préfet de la région Centre-Val de Loire,
Signé : Jean-Marc FALCONE

« Les annexes sont disponibles auprès du Bureau du contrôle de légalité et du conseil juridique ».

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé à : M. le Préfet de la région Centre-Val de Loire – Secrétariat général des affaires régionales - 181, rue de Bourgogne 45042 Orléans cédex ;

- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s).

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif - 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cédex 1

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr